

INTELL-ECHO

Vol. 2, n°9, Novembre 2015

Vol. 2, n°9, November 2015



**L'OBSERVATOIRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE
POUR LA COOPERATION RÉGIONALE ENTRE
LE CANADA ATLANTIQUE ET SAINT-PIERRE ET MIQUELON**

Français p : 1

**THE ECONOMIC INFORMATION OBSERVATORY
FOR REGIONAL COOPERATION BETWEEN
ATLANTIC CANADA AND SAINT-PIERRE AND MIQUELON**

English p : 5

Pôles de de compétitivité et grappes d'entreprises

Competitiveness clusters





A la recherche d'opportunités d'affaires dans la région?
La CACIMA et la CCFC-RA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat (voir coordonnées en p.4)

Dans ce numéro :

Bon a savoir

2

Parole d'expert

3



En France on distingue différents types de grappes d'entreprises :

Basés sur des politiques **NATIONALES**

Basés sur des politiques **REGIONALES**

Basés sur des initiatives **PRIVEES**

-les **pôles de compétitivité** qui ont un positionnement principalement axé sur le développement de la R&D et de l'innovation technologique. (voir ci-contre).

-les **grappes d'entreprises** qui se positionnent sur le développement de l'innovation sous toutes ses formes et sur des actions plus proches du marché pour les entreprises. (voir page 2)

-les **pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises** qui sont positionnés sur un secteur particulier de l'artisanat (voir page 2).

-les **pôles territoriaux de coopération économique** qui sont positionnés sur l'économie sociale et solidaire (voir page 4).

-les **clusters régionaux** qui comme leur nom l'indiquent sont des initiatives régionales.

-les **clusters privés** non labellisés.

Pôles de compétitivité et clusters

Les pôles de compétitivité

71 pôles de compétitivité à ce jour.

2 appels à projets successifs de labellisation depuis la création des pôles.

2 évaluations conduites en 2008 et 2012 et une évaluation en cours initiée en 2014.

Les pôles de compétitivité ont été créés en 2004 pour mobiliser les facteurs clefs de la compétitivité, **en particulier la capacité d'innovation**, et pour développer la croissance et l'emploi sur les marchés porteurs.

Pour cela, **les pôles interagissent avec ces différents acteurs** (parmi lesquels figurent les acteurs issus du Programme d'Investissements d'Avenir, les Agences régionales de l'innovation (ARI) ou de développement (ARD), les incubateurs publics et privés, les réseaux consulaires, les grappes d'entreprises, les clusters régionaux et étrangers), dans une logique de **co-construction de conditions propices à l'innovation**.

L'objectif pour les pôles consiste notamment à nouer avec ces acteurs des **partenariats croisés autour des projets de R&D collaboratifs** et à enrichir leur offre à destination des entreprises.

Au niveau national, ces projets sont en partie **financés via le Fonds Unique Interministériel (FUI)** dont la gestion est confiée à BPIFrance. Les meilleurs projets de R&D et de plates-formes d'innovation sont sélectionnés lors **d'appels à projets qui sont lancés régulièrement**.

Les pôles se positionnent également pour répondre de manière mutualisée à des appels à projets qui émanent d'institutions nationales et internationales variées : ADEME, ANR, FEDER, etc.

Suivre les appels à projet :

<http://competitivite.gouv.fr/tous-les-appels-a-projets-28.html>

Aller plus loin :

<http://competitivite.gouv.fr/>



Source : DGCEET (mise à jour octobre 2014)

Bon à savoir

Les grappes d'entreprises

126 grappes soutenues

2 appels à projets de labellisation

20M€ investis sur les trois dernières années

La dénomination "grappe d'entreprises" n'est pas un nouveau label. Lancées par le Ministère de l'Espace Rural et de l'Aménagement du Territoire en octobre 2009, les grappes d'entreprises sont constituées et dirigées principalement par des TPE/PME. Elles ont un fort ancrage territorial et associent, selon les contextes, des grandes entreprises et des acteurs de la formation, de la recherche et de l'innovation. Elles apportent des services concrets aux entreprises, en particulier **pour les aider à asseoir leur stratégie sur leurs marchés et à améliorer leur compétitivité**. Elles favorisent les coopérations avec les autres acteurs publics et privés, notamment de la formation, de la gestion de l'emploi et des compétences et de l'innovation.

<http://www.cget.gouv.fr/>



Les Pôles d'innovation pour l'Artisanat et les petites entreprises

Les pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises sont **des centres de ressources positionnés sur un secteur particulier de l'artisanat**. Ils apportent une information technique, réglementaire et de marché sur le domaine, et proposent à toutes les petites entreprises des **solutions sur des axes d'innovation identifiés**, afin qu'elles intègrent petit à petit la démarche d'innovation dans leur production. Le Réseau des Pôles d'innovation fait partie des projets pilotés par l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), à la demande de la Direction Générale des Entreprises (DGE) en lien avec les réseaux d'accompagnement consulaires (Assemblée Permanente des Chambres de Métiers et de l'Artisanat - APCMA et les chambres de métiers et de l'artisanat)

APCMA : <http://www.artisanat.fr/>

ISM : <http://infometiers.org/>

DGE : <http://www.entreprises.gouv.fr/>

Le réseau comporte **22 pôles** regroupés par grandes thématiques :

- o **Habitat et Développement durable : 4 pôles**
- o **Arts et Patrimoine : 4 pôles**
- o **Alimentation et Nutrition : 5 pôles**
- o **Santé, Sécurité et Autonomie : 3 pôles**
- o **Processus de Production et Organisation : 3 pôles**
- o **Nouvelles Technologies et Communication : 3 pôles**

La liste complète est consultable à cette adresse :

<http://infometiers.org/ISM/Media/Files/PI/Annuaire-des-Poles-d-innovation-pour-l-artisanat-et-les-petites-entreprises>

Contact utile :

Mathilde Jacquemet

Chef de projet « pôles » à l'ISM

01 44 16 80 63

m.jacquemet@infometiers.org

Parole d'expert



Philippe Clerc est directeur de l'intelligence économique, de l'innovation et des technologies de l'information à CCI France.

A ce titre, il participe à la définition et à l'animation des stratégies d'appui aux entreprises des 148 CCI et 21 CRIC dans ces trois domaines.

Depuis plusieurs années, il a organisé des coopérations durables du réseau des CCI et de l'Association Internationale Francophone de l'Intelligence Économique (AIFIE) : projet de l'Observatoire d'études stratégiques de la Grande Caraïbe et du Bassin Amazonien et de l'Observatoire d'études stratégiques de l'Union pour la Méditerranée.

Il exerce par ailleurs de nombreuses autres fonctions en rapport avec le développement et la promotion de l'intelligence économique

Il est l'auteur de nombreux articles sur l'intelligence économique, l'intelligence territoriale et l'intelligence stratégique en France et dans le monde.



De l'intérêt de créer un cluster, des grappes d'entreprises à Saint-Pierre et Miquelon

La question est pertinente. Elle s'est posée dans de nombreux territoires insulaires français qui se sont transformés en « territoires laboratoires » et que l'on peut aisément interroger pour en tirer l'acquis de l'expérience. Nous pensons aux Antilles, à Tahiti ou à la Nouvelle Calédonie. Mais Saint-Pierre et Miquelon constitue archétype du très petit territoire insulaire, territoire de faible densité, éloignée de la métropole : 558 entreprises répertoriées en 2014. Les services sont le premier secteur d'activité en nombre d'entreprises et 32 % des entreprises sont des entreprises artisanales. La pêche et l'aquaculture recèlent un potentiel important d'innovation renforcé par la présence d'Iremer et du Comité maritime ultramarin spécificité de l'Archipel. Ce dernier participe à la surface maritime exceptionnelle de la France, seconde Zone Economique Exclusive au monde et se situe par ailleurs au cœur d'un espace stratégique, les Provinces Atlantiques canadiennes.

Parlons en connaissance de cause. Un cluster ? Il s'agit de réseaux d'entreprises et d'institutions proches géographiquement, interdépendantes, liées par des métiers, des technologies et des savoir-faire communs. Formé d'un tissu dense de relations inter-entreprises et d'alliances, un cluster a pour fonction de faciliter les échanges informels entre entreprises aux activités connexes, afin de partager et de créer de nouvelles connaissances, d'innover en mutualisant les ressources.

Une grappe d'entreprise ? Selon la DATAR, est constituée essentiellement de TPE/PME d'un même domaine d'activité. Il est intéressant de noter qu'une grappe intègre des acteurs de la formation, de la gestion de l'emploi et des compétences, de l'innovation et de la recherche. Plus encore, toutes les

entreprises sont concernées (entreprises de production, professions libérales, prestataires de services, artisanat de production ...), dans toutes les activités (commerciales, industrielles, artisanales, touristiques, artistiques, agricoles, de service...) et sur tous les territoires dont ceux d'outre-mer. L'expérience d'autres territoires insulaires, montre que l'engagement d'acteurs pionniers est nécessaire pour sortir de l'isolement et entrer dans une dynamique d'innovation et de créativité en créant un réseau d'entreprise.

Compte tenu des réalités de Saint-Pierre et Miquelon évoquées en introduction et de sa qualification par nous, de territoire de faible densité du point de vue de l'innovation¹, l'Archipel dispose des ingrédients pour devenir « un territoire insulaire laboratoire » en lançant une réflexion sur les grappes d'entreprises. Quelques marqueurs seront pris en compte dans la réflexion comme autant d'objectifs. Un capital social fort et l'attraction de nouvelles compétences extérieures, des catalyseurs dont la CACIMA pourrait identifier les idées innovantes et révéler le potentiel ; mobiliser en externe les compétences en ingénierie pour développer des projets ; des partenariats stratégiques avec des acteurs extérieurs au territoire, notamment des grappes ou des clusters ; coopération avec d'autres territoires... L'avenir ici se situe bien dans le partenariat avec l'APECA.

Philippe Clerc

Conseiller expert intelligence économique internationale
Direction International, Industrie, Innovation et Intelligence économique de CCI France

¹Nous reprenons la note du Commissariat général à l'égalité des territoires « des leviers pour innover dans tous les territoires » septembre 2015.



France clusters, association fédérative des Pôles de compétitivité et des grappes d'entreprises, mandatée par l'Europe, l'Etat et la Caisse des Dépôts, en partenariat avec les Régions et les collectivités territoriales, est, avec ses membres, le partenaire des entreprises pour booster leur innovation et leur compétitivité. France Clusters, accompagne depuis 15 ans, les pôles de compétitivité, grappes d'entreprises et clusters territoriaux dans leurs actions auprès des entreprises.

Chiffres clé

- o Les adhérents : 150 pôles, grappes et clusters français ;
- o Le réseau élargi : 60 000 entreprises adhérentes des clusters membres.

Les missions

- o Animer et Co-produire
- o Représenter et Influencer
- o Accompagner et Professionnaliser
- o Promouvoir et Communiquer
- o Internationaliser et Développer

<http://www.franceclusters.fr/>



Les clusters régionaux

Parallèlement aux différents écosystèmes de grappes d'entreprises en place (pôles de compétitivité, grappes d'entreprises, pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises, pôles territoriaux de coopération économique et initiatives privées), il existe en France des « clusters régionaux ».

Ces clusters sont **issus de politiques de développement locales élaborées dans la majorité des cas au niveau régional**.

Il ont l'avantage de permettre aux régions de **mettre en œuvre une politique ambitieuse en matière d'innovation** sans pour autant attendre un éventuel appel à projet national.

Ils permettent d'ailleurs très souvent de **structurer une démarche dans l'optique de répondre à un appel à projets futur**, ce qui leur permettra alors d'**intégrer un écosystème national** si le projet est retenu.

Bon à savoir

Les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE)

23 pôles labellisés à ce jour via le **1er appel à projets** lancé par le gouvernement le 15 juillet 2013.

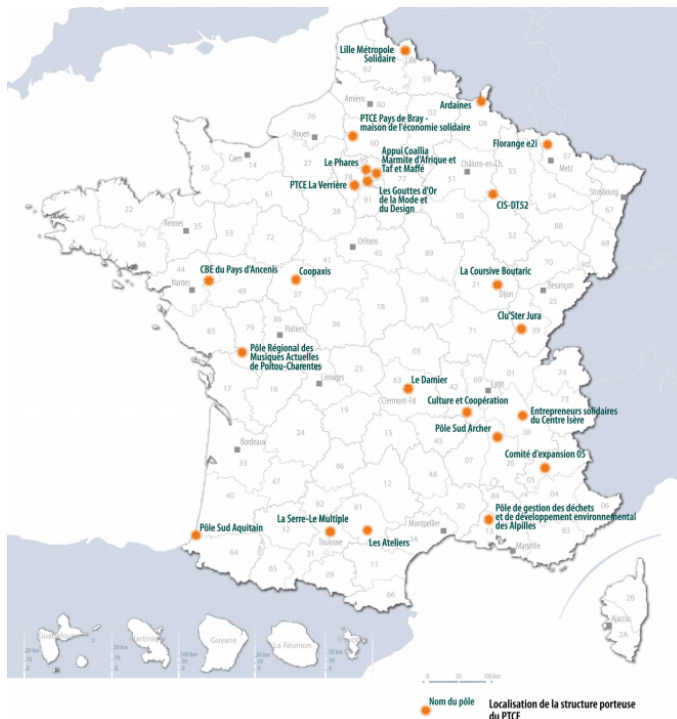
3 millions d'euros de dotation pour la période 2013-2014.

2nd appel à projet **lancé en avril 2015** et doté d'une enveloppe équivalente de **2,7 millions d'euros**.

(les résultats n'ont pas encore été communiqués)

Les PTCE sont des grappes d'entreprises **dédiées à l'économie sociale et solidaire**. A l'image des autres types de grappes, ils associent des entreprises, des collectivités territoriales, des centres de recherche, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes de formation.

- o Ils visent à mettre en œuvre une **stratégie commune et continue de mutualisation, de coopération ou de partenariat** au service de projets économiques et sociaux innovants socialement ou technologiquement et porteurs d'un **développement local durable**.
- o Ils couvrent de nombreux secteurs et filières, notamment **l'insertion par l'activité économique** (paysage, bâtiment, recyclage...), **les services aux personnes** (crèches, animation périscolaire, épicerie sociale, accueil de nouveaux habitants, logements passerelles...), **les activités culturelles et créatives, le développement d'énergies renouvelables, l'agriculture biologique et circuits courts alimentaires**.
- o Ils se situent sur l'ensemble du territoire et **concernent aussi bien le milieu rural que les quartiers prioritaires de la politique de la ville**.



Aller plus loin :

<http://www.territoires.gouv.fr/23-poles-territoriaux-de-cooperation-economique-primes>

http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_ptce_web.pdf



Contact et liens d'intérêt dans ce domaine en France

ISM

<http://ism.infometiers.org/ISM>

APCMA

<http://www.artisanat.fr/>

FRANCE CLUSTERS

<http://www.franceclusters.fr/>

CACIMA

janick.cormier@cacima.fr

jeannette.boiret@cacima.fr

Principales sources d'information utilisées dans ce bulletin :

competitivite.gouv.fr, franceclusters.fr, territoires.gouv.fr, artisanat.fr



Are you looking for opportunities in the region?

CACIMA and FCCC-AN can facilitate your exploration and partnership initiative. (see contact details on p.4)

In this issue :

Useful knowledge

2

A word from an expert

3



In France there are different types of clusters:

Based on NATIONAL policies

Based on REGIONAL policies

Based on PRIVATE initiatives

- **competitiveness clusters** that are primarily focused on the development of R&D and on technological innovation. (see opposite).
- **business clusters** that focus on the development of innovation in all its forms and on activities closer to the market for those businesses. (see page 2)
- **innovation centres for crafts and small businesses** that focus on a particular craft sector (see page 2).
- **territorial centers for economic cooperation** which are focused on the social and solidarity economy (see page 4).
- **regional clusters** which, as their name indicates, are regional initiatives.
- **private clusters** without an official label of quality

Clusters in France

Competitiveness clusters

71 competitiveness clusters to date.

2 successive calls for proposals to obtain an official label of quality since the creation of clusters.

2 evaluations conducted in 2008 and 2012 and an ongoing evaluation initiated in 2014.

Competitiveness clusters were created in 2004 to mobilize the key competitiveness factors, **particularly the capacity for innovation**, and to increase growth and employment in expanding markets.

In order to do this, **the clusters interact with these different stakeholders** (which include the stakeholders from the Invest for the Future Program, Regional Innovation or Development Agencies (ARI/ARD), public and private incubators, consular networks, business clusters, regional and foreign clusters), to **jointly create conducive conditions to innovation**.

The goal for the clusters is, in particular, to establish **cross-partnerships with these stakeholders around collaborative R & D**

projects and to enhance their offerings to businesses.

Nationally, these projects are **funded partly through the Fonds Unique Interministeriel (FUI)** whose management is entrusted to BPIFrance. The best R&D projects and innovation platforms are selected through **calls for proposals that are issued regularly**.

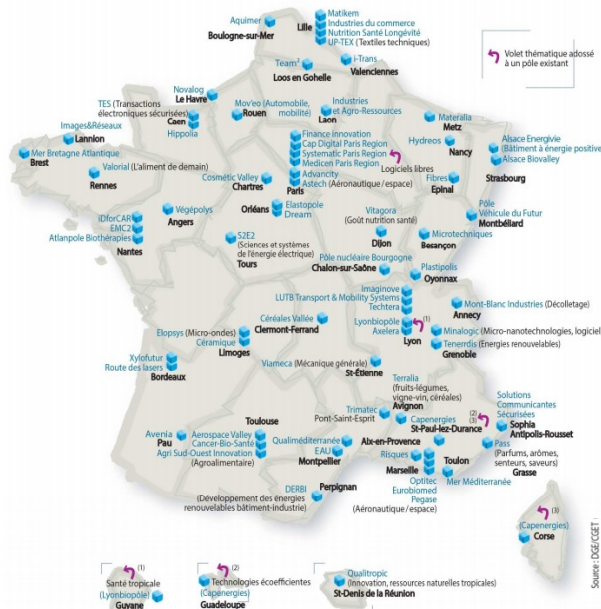
The clusters are also positioning themselves to respond jointly to calls for proposals from various national and international institutions: ADEME, ANR, ERDF, etc.

View calls for proposals :

<http://competitivite.gouv.fr/tous-les-appels-a-projets-28.html>

Investigate further :

<http://competitivite.gouv.fr/>



A list in English is available here : <http://competitivite.gouv.fr/identify-a-cluster-907.html>

Useful knowledge

Business Clusters

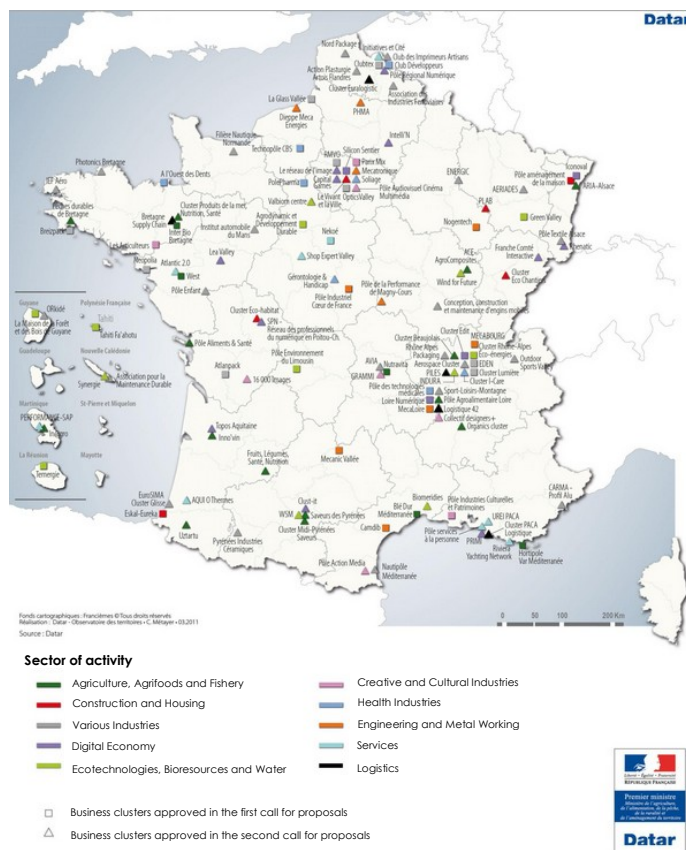
126 business clusters supported

2 calls for proposals for an official label of quality

20 million euros invested over the past three years

The term "business cluster" is not a new label. Established by the Ministère de l'Espace Rural et de l'Aménagement du Territoire in October 2009, business clusters are formed and directed primarily by SMEs. They have strong local roots and connect, depending on the context, large companies and training, research and innovation stakeholders. They provide practical services to companies, in particular **to help them establish their strategy in their markets and improve their competitiveness**. They promote cooperation with other public and private stakeholders that are involved in training, employment and skills management and innovation.

<http://www.cget.gouv.fr/>



Innovation Centres for Crafts and Small Businesses

Innovation centres for crafts and small businesses are **resource centers focused on a particular craft sector**. They provide technical, regulatory and market information on that sector, and **offer solutions regarding identified areas of innovation** to all small business so that they gradually integrate innovation initiatives in their production. The Réseau des Pôles d'innovation, a network of innovation centres, is one of the projects managed by the Institut Supérieur des Métiers (ISM), on the request of the Direction Générale des Entreprises (DGE) in cooperation with consular support networks (Assemblée Permanente des Chambres des Métiers et de l'Artisanat - APCMA and chambers of trades and crafts)

APCMA : <http://www.artisanat.fr/>

ISM : <http://infometiers.org/>

DGE : <http://www.entreprises.gouv.fr/>

The network includes **22 centres** grouped by main themes:

- **Habitat and Sustainable Development: 4 centres**
- **Arts and Heritage: 4 centres**
- **Food and Nutrition: 5 centres**
- **Health, Safety and Autonomy: 3 centres**
- **Production and Organization Processes: 3 centres**
- **New Technologies and Communication: 3 centres**

The complete list is available at this address:

<http://infometiers.org/ISM/Media/Files/PI/Annuaire-des-Poles-d-innovation-pour-l-artisanat-et-les-petites-entreprises>

Useful Contact :

Mathilde Jacquemet

Project Leader ISM Centres

01 44 16 80 63

m.jacquemet@infometiers.org

A word from an expert



Philippe Clerc is the director of economic intelligence, innovation and information technologies at **CCI FRANCE**. As such, he participates in defining and managing strategies to support businesses in 148 CCIs and 21 CRCLs in these three areas.

For a number of years, he has organized **lasting partnerships** within the CCI network and the International Francophone Association of Economic Intelligence (AIFIE): the Observatory of Strategic Studies of the Greater Caribbean and the Amazon Basin Project and the Observatory of Strategic Studies of the Union for the Mediterranean Project.

He also carries out many other functions related to the development and promotion of economic intelligence.

He is the author of numerous articles on economic intelligence, territorial intelligence and strategic intelligence in France and in the world.



Interest in creating a competitiveness cluster, business clusters in Saint-Pierre and Miquelon

The issue is relevant. It has come up in many French island territories that transformed themselves into 'territorial laboratories' and one can easily learn from their experience. We're thinking about the West Indies, Tahiti or New Caledonia. But Saint-Pierre and Miquelon is archetypal of a very small island territory, a territory with low population density, far from mainland France: 558 companies listed in 2014. The service sector is the largest sector of activity by number of companies and 32% of the companies are small businesses. Fisheries and aquaculture have significant potential for innovation, strengthened by the presence of Ifremer and the overseas maritime committee specific to the archipelago. The archipelago contributes to the unique maritime area of France, the second largest Exclusive Economic Zone in the world and is located in the heart of a strategic area, the Canadian Atlantic Provinces.

Let's speak from experience. A cluster? These are networks of companies and institutions that are close geographically, interdependent, and are linked by having common occupations, technologies and expertise. Formed of a dense fabric of inter-company relationships and alliances, the function of a cluster is to facilitate informal exchanges between businesses that are involved in related activities, in order to share and create new knowledge and to innovate by pooling resources.

A business cluster? According to Datar, it consists essentially of SMEs in the same field of business activity. It is interesting to note that a business cluster includes stakeholders involved in training, in management of

employment and skills, in innovation and in research. Moreover, all the companies are involved (production companies, professional services, service providers, craft production ...) in all activities (commercial, industrial, crafts, tourism, artistic, agricultural, service ...) and in all territories, including the overseas territories. The experience of other island territories shows that the commitment of innovative "pioneer" stakeholders is necessary in order to break out of isolation and enter a dynamic phase of innovation and creativity by creating a business network.

Given the realities of Saint-Pierre and Miquelon mentioned in the introduction and of its characterization by us as territory of low population density from the point of view of innovation¹, the archipelago has the ingredients to become "an island territory laboratory" by launching a study on business clusters. Several indicators will be taken into account as goals in the study. Strong social capital and the attraction of new external skills, catalysts whose innovative ideas could be identified and whose potential could be revealed by CACIMA; mobilization of external engineering skills to develop projects; strategic partnerships with external stakeholders, such as competitiveness or business clusters; cooperation with other jurisdictions... The future here lies in the partnership with ACOA.

Philippe Clerc, CCI France

**Senior Advisor for International Economic Intelligence
Department of International, Industry, Innovation and
Economic Intelligence of CCI France**

¹We are referring to the memo of the Commission for equality of the territories "levers for innovation in all the territories" September 2015.



France clusters, a federative association of competitiveness and business clusters, mandated by Europe, the French government and the Caisse des Dépôts, in partnership with the regions and local

authorities, is, with its members, a partner which works with companies to boost their innovation and competitiveness. For 15 years, France Clusters has been supporting competitiveness, business and territorial clusters in their activities with businesses.

Key figures

- o Members: 150 centres, business clusters and competitiveness clusters in France;
- o Expanded network: 60,000 member companies of member clusters.

Mandates

- o Energize and Co-produce
- o Represent and Influence
- o Support and Professionalize
- o Promote and Communicate
- o Internationalize and Develop

<http://www.franceclusters.fr/>



Regional Clusters

In addition to the different ecosystems of business clusters in place (competitiveness clusters, business clusters, innovation centres for crafts and small businesses, territorial centres for economic cooperation and private initiatives), France also has "regional clusters".

These clusters are **derived from local development policies developed, in the majority of cases, at the regional level**.

This provides the advantage of allowing the regions **to implement an ambitious policy of innovation** without waiting for a possible call for proposals at the national level.

This also often permits the **creation of a process for responding to a call for proposals in the future**, which will then allow regional clusters to **integrate themselves into a national ecosystem**, if the project is selected.

Useful knowledge

Territorial Centers of Economic Cooperation (PTCE)

23 centres with official labels of quality to date through the **1st call for proposals** launched by the government on July 15, 2013.

3 million euros endowment for the period 2013-2014.

2nd call for proposals **launched in April 2015**, with a budget equivalent to **2.7 million euros**.

(the results have not yet been released)

PTCEs are business clusters **dedicated to the social and solidarity economy**. Like the other types of clusters, they involve companies, local and regional authorities, research centres, institutions of higher education and research, training organizations.

- o They aim to implement a **common and continuous strategy of sharing, cooperation or partnership** to the benefit of economic and social projects that are innovative socially or technologically and that offer opportunities for **sustainable local development**.
- o They cover many sectors and industries, including **integration through economic activity** (landscaping, building, recycling ...), **personal services** (nurseries, after-school activities, food banks, welcoming new residents, short term housing ...), **cultural and creative activities, development of renewable energy, organic farming and short food circuits**.
- o They are located throughout the territory and **involve both the rural areas, as well as the priority neighbourhoods identified in municipal policies**



For further information:

<http://www.territoires.gouv.fr/23-poles-territoriaux-de-cooperation-economique-primes>

http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_ptce_web.pdf



Links of interest on this topic in France

ISM

<http://ism.infometiers.org/ISM>

APCMA

<http://www.artisanat.fr/>

FRANCE CLUSTERS

<http://www.franceclusters.fr/>

CACIMA

janick.cormier@cacima.fr

jeannette.boiret@cacima.fr

Principal sources of information utilized in this bulletin :

compétitivité.gouv.fr, franceclusters.fr, territoires.gouv.fr, artisanat.fr

INTELL-ECHO



The Economic Information Observatory is a regional cooperation project established between Atlantic Canada and Saint-Pierre and Miquelon. The publication of this information bulletin is made possible through the sponsorship of the Atlantic Canada Opportunities Agency and its various programs supporting research initiatives, linguistic minorities and business development, and the Province of New Brunswick as well as the Université de Moncton, Shippagan Campus, and the Prefecture and Territorial Council of Saint-Pierre and Miquelon.

Editorial Production :
Project manager : Mrs Janick CORMIER
Chambre d'Agriculture, de Commerce,
d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat
Intell-echo@cacima.fr

© Observatoire CACIMA 2015.

Information Policy: The aim of this project is to provide useful information to stakeholders seeking to promote regional cooperation between Atlantic Canada and Saint-Pierre and Miquelon. Information supplied herein may be used on the condition that the Intell-Echo bulletin be cited as a source.

Responsibility: The project team is not responsible for the information resources supplied in this bulletin (content, links, changes, updates, most recent statistical data) nor for decisions or actions undertaken based on information supplied herein.



4 boulevard Constant Colmay
BP : 4207
97500 Saint-Pierre & Miquelon
Du/From Canada :
Tél : 0 11 508 41 05 30
De/ From France :
Tél : 05 08 41 05 30
Email : intell-echo@cacima.fr



CHAMBRE
DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA
FRENCH CHAMBER
OF COMMERCE
IN CANADA

333, avenue Acadie Avenue
Dieppe (NB) E1A 1G9
From Canada : 1 506 877 5014
From France : 00 1 506 877 5014
Email: direction@ccfcra.ca
Site : www.ccfcra.ca

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon.

La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation :
Chef de projet : Mme Janick CORMIER
Chambre d'Agriculture, de Commerce,
d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat
Intell-echo@cacima.fr

© Observatoire CACIMA 2015.

Politique d'information : L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin Intell-Echo comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.